

**Catherine Guy**

Dans les années quatre-vingt-dix, l'expansion de l'enseignement supérieur en France a induit une nouvelle demande de centralité dans l'espace urbain : production d'un parc de petits logements, conséquences sur les transports collectifs et individuels, fréquentation culturelle, spécialisation des commerces (Séchet R., 1994). L'analyse de la dynamique de l'enseignement supérieur a révélé que, lorsque les effectifs étudiants sont importants dans la population d'une ville, ils y impriment leur propre rythme : la rentrée universitaire et l'échéance des examens marquent les points d'orgue de l'année, tandis que chaque semaine est ponctuée par la grande fête du jeudi soir<sup>1</sup>.

Ce marquage du temps urbain par le temps étudiant est particulièrement sensible dans les villes dont l'activité est fortement structurée par l'enseignement supérieur. Des agglomérations comme Grenoble, Montpellier, Nancy, Poitiers ou Rennes, dont les villes centres sont dotées d'universités anciennes, connaissent cette dynamique de renouvellement de la centralité : leur vie urbaine est fortement marquée par la présence étudiante, comme si le temps disponible de chaque étudiant s'agrègeait en une masse de temps libre orientant nettement les temps sociaux<sup>2</sup>.

Le temps est un produit de l'organisation sociale. Il revient au sociologue Georges Gurvitch (1953) de l'avoir accordé au pluriel en introduisant la possibilité de contradictions entre différents rythmes, les évolutions économiques conduisant à faire coexister plusieurs temps, qui peuvent entrer en conflit. Les territoires urbains sont les plus touchés par ces discordances calendaires, car ils

concentrent les principaux « producteurs de temps » : d'une part, l'essentiel de l'activité économique s'y déroule ; d'autre part, la pratique des loisirs y connaît de fortes modifications, du fait de l'accroissement de l'effectif des individus dont le temps n'est pas rythmé par le travail : retraités, chômeurs, travailleurs occasionnels, et, bien sûr, étudiants. Le conflit prend une acuité particulière lorsqu'il se déroule sur un territoire dont l'enjeu apparaît central : le centre ville est de ceux-là, qui incarne, en un espace somme toute exigu, l'image de l'agglomération. Pour mettre en valeur le dynamisme de celle-ci, l'argumentaire des élus insiste systématiquement sur la jeunesse de la population. Car, s'il est désormais connu de tous que la part des moins de 25 ans régresse en France de manière irréversible, du fait de l'allongement de l'espérance de vie et du moindre renouvellement des générations, le constat des derniers recensements est que la jeunesse s'urbanise, comme en témoigne le cas de Rennes : la ville compte 212 000 habitants<sup>3</sup> et plus de 57 000 étudiants y vivent<sup>4</sup>, les 20-29 ans constituant 27,2 % de la population rennaise en 1999<sup>5</sup>.

Ainsi, lorsqu'on cherche à repérer qui dispose d'une masse de temps individuel, et qui peut en faire un usage varié, donc en partie aléatoire, c'est le groupe d'âge jeune qui émerge, et particulièrement les étudiants. Leur réunion spontanée le jeudi soir dans les bars du centre provoque dans les rues et les places concernées une concentration qui s'accompagne d'une tension croissante au fur et à mesure de la soirée et des plaintes des habitants. Si, depuis

---

1. Guy C., « Des étudiants si (peu) présents : temps étudiants et temps urbains », communication au colloque de Géographie sociale, Université Rennes 2, 22 octobre 2004 (à paraître).

2. Un classement de l'hebdomadaire *L'Express* (10 mai 2004) sur l'item « Les villes les mieux adaptées aux jeunes », place ces villes entre le 5<sup>e</sup> rang (Grenoble) et le 11<sup>e</sup> (Poitiers), Nancy seule s'écartant un peu de ce tir groupé (23<sup>e</sup> rang sur 100), vraisemblablement à cause de transports en commun encore insuffisants.

3. Dans une communauté d'agglomération de 365 000 habitants (1999).

4. L'effectif ne diminue pas. Il est stable depuis 1997.

5. L'aire urbaine est au douzième rang en termes de population, au huitième pour les effectifs étudiants et au quatrième pour la densité étudiante (1999).

2003, les heurts répétés, et souvent violents en fin de nuit, avec la police nationale, ne concernent qu'un nombre limité de jeunes, ils soulignent la discordance entre les habitants du quartier, plutôt « gentrifié », et les jeunes, symbolisant les figures du désordre et de la déviance.

Le renforcement de la polarisation économique et de la mobilité sociale et géographique contribue à une urbanisation de la jeunesse, particulièrement nette dans les métropoles régionales, comme l'illustre le cas de Rennes. Ces phénomènes dessinent des territoires dans lesquels les jeunes deviennent un enjeu, voire un problème lorsque le monôme festif se transforme en rituel de confrontation. Il revient alors à l'action publique d'en orienter l'animation de façon à contrôler les implications concrètes de la coexistence heurtée entre jeunes et résidents : l'essence de l'urbanité, cet espace où chacun peut circuler et côtoyer l'autre, reste un horizon politique à réinventer en permanence.

### Mobilité et concentration

En Bretagne, le contexte national est repérable à la diminution de la part des jeunes dans la population depuis 1990 et à sa stabilisation autour de 11 % entre 2010 et 2030, d'après le scénario démographique central établi par le Conseil économique et social régional (CESR) et l'Insee, (Cario A., Lemesle J., 2003). Ce phénomène risque de se caractériser par de grandes inégalités sur le territoire breton, car le département d'Ille-et-Vilaine se distingue par son attraction, particulièrement dans l'aire urbaine de Rennes. Pour expliquer ce mouvement de concentration, qui touche l'ensemble du « Grand Ouest », l'analyse du CESR souligne d'une part la mobilité intrarégionale vers les grands centres de formation et d'enseignement supérieur, d'autre part l'attraction du mode de vie urbain et des opportunités de rencontres qu'il procure, et enfin la richesse en emplois des bassins métropolitains.

En 1999, ce sont donc plus de 80 000 jeunes de 16 à 25 ans, soit 21 % de l'effectif régional, qui vivaient dans les 67 communes du pays de Rennes et la progression attendue sur ce territoire y est de 9 % d'ici à 2020. Par ailleurs, à Rennes, ces jeunes sont plus souvent étudiants qu'actifs, le rapport du CESR rappelant que la proportion de jeunes employés ou à la recherche d'un emploi sur un territoire est d'autant plus élevée que l'offre de formation est réduite. Or cette

offre est importante et diversifiée à Rennes. L'urbanisation de la jeunesse, qui va de pair avec l'allongement des études, est fortement engagée en Bretagne, où le taux de scolarisation est très élevé et où les jeunes sont très diplômés – au deuxième rang après l'Île-de-France.

### L'air de la ville rend libre

« Pour vivre l'expérience de la ville, il faut nécessairement avoir du temps, et surtout du temps à perdre »<sup>6</sup>. Or, justement, les étudiants sont en dehors du travail productif. Ils ont l'avantage d'être peu soumis au temps répétitif et d'être dans un temps de projet personnel. C'est peut être le seul moment de la vie, avec le grand âge, où l'on peut s'affranchir volontairement du temps<sup>7</sup>. La constitution des libertés urbaines dont Max Weber a situé la genèse dans les villes occidentales trouve en ce groupe le récepteur idéal. Pour les étudiants, effectivement, « l'air de la ville rend libre », car la grande ville offre une quantité simultanée de liens, de *stimuli* et d'expériences, comme par exemple la rencontre de nombreux étudiants étrangers. La sociabilité, la solidarité, même si elles demeurent en partie limitées à la classe d'âge, peuvent se déployer et constituer l'amorce de la vie citoyenne, ce que confirment certains événements ponctuels comme les manifestations politiques ou les rassemblements musicaux, particulièrement puissants dans les villes étudiantes.

Les parcours imprévus et complexes des étudiants rendent la mobilité plus aléatoire. Comme les romanciers avant eux, les sociologues repèrent l'importance de la déambulation dans l'espace urbain : les étudiants marchent à pied plus que d'autres, et cela à toute heure, y compris la nuit. Ces déplacements pédestres constituent une spécificité : 30 % du total, au début comme en fin d'études, (Guy C., 1994). La vitesse inattendue de la diffusion du téléphone portable dans cette population donne quelques éclairages sur ces mobilités difficiles à dessiner. Le nomadisme individuel est d'autant plus aisé que l'étudiant peut être contacté en tout point ; il s'arrache donc volontiers à son logement, qui le satisfait peu, soit parce que trop petit, soit parce qu'il est celui des parents<sup>8</sup>, et peut déambuler à son rythme. Par ailleurs, la capacité de mémoire de son téléphone portable lui permet d'activer ses réseaux selon le moment et l'événement. Le téléphone portable est certes devenu une manière de neutraliser l'espace. Il est aussi devenu une manière de s'affranchir du temps : plus besoin d'attendre ou de différer puisque la rencontre se règle directement d'un individu à l'autre sans que la médiation par l'horloge urbaine soit nécessaire pour se retrouver dans un lieu donné, centre urbain ou campus. Par ailleurs, la mise en service en mars 2002 du métro VAL a considérablement raccourci les délais de déplacements entre les campus de Villejean et Beaulieu, qui accueillent respectivement envi-

6. Mongin O, « Les rythmes urbains : de la ville à la non-ville », Université de tous les savoirs, 19 avril 2000.

7. À l'université, seule la présence aux TD est obligatoire. Et nombreux sont les étudiants qui, pour des raisons très diverses, décident de ne pas achever une année universitaire et « décrochent » en cours d'année.

8. En 1992, 84 % des étudiants dont les parents habitent Rennes résident au domicile parental.

ron 30 000 et 20 000 jeunes, et le centre ville, où 10 000 autres étudient. La quasi-instantanéité que permet le VAL a pour conséquence, sinon d'annuler le coût en temps du déplacement, de le rendre bref et fiable (six minutes de Villejean au centre ville).

Aussi aléatoires que soient les mobilités étudiantes, elles n'en sont pas pour autant erratiques, et l'agrégation des comportements fait de ce groupe un « producteur de temps », notamment parce que le rythme universitaire crée de fortes contraintes temporelles aux décideurs urbains, la concentration des lieux d'études provoquant systématiquement des difficultés de transport dans les agglomérations. Outre les pointes quotidiennes et hebdomadaires, le calendrier annuel est fortement touché par les migrations étudiantes : si beaucoup s'évaporent dès le début du mois de juin pour ne réapparaître en masse que courant septembre, la période de fermeture des campus se réduit car les activités d'été s'y multiplient, drainant avec elles des jeunes qui demeurent demandeurs, et créateurs, de vie urbaine. Ce à quoi la communauté d'agglomération Rennes Métropole a tenté de répondre par la mise en place de lignes de transports adaptées, avec, outre le VAL, des lignes de bus reliant les campus et des lignes de nuit pour les diverses activités, ainsi qu'un système souple de location de vélos depuis 1998.

### Une coexistence heurtée en centre ville

L'analyse de l'accroissement du temps libre pose plusieurs problèmes, en particulier celui de son articulation aux autres temps : scolaires et universitaires, commerciaux, des services, des transports, ... Il apparaît avant tout comme un temps social, au sens où il révèle les faits sociaux et la morphologie sociale, et particulièrement des inégalités sociales. Ce n'est donc pas un hasard si les demandes d'aménagement des temps dans les villes sont corrélées à la lutte contre les discriminations de genre. Toutefois, les étudiantes formulent peu de revendications spécifiques en ce domaine, leur perception des inégalités hommes/femmes n'étant pas encore marquée par les expériences du travail et de la maternité. En revanche, la variable de l'âge apparaît tout à fait pertinente pour caractériser les différents usages du temps urbain : parmi d'autres, François de Singly indique que « la demande d'extension des horaires est portée par les jeunes et les diplômés »<sup>9</sup>, c'est-à-dire ceux qui subissent le temps familial ou le temps de l'entreprise sur un mode moins contraint.

La ville de Rennes a ainsi pris conscience de ces nouvelles problématiques d'ajustement entre l'espace et le temps.

À la suite du rapport sur les « Temps des villes » rédigé en 2001 par son maire, Edmond Hervé, elle a constitué un « bureau des temps » et engagé simultanément réflexion<sup>10</sup> et actions. Ces dernières, lorsqu'elles touchent aux transports collectifs urbains et à l'ouverture des équipements culturels, thèmes auxquels les étudiants se montrent très sensibles, sont réfléchies à l'échelle intercommunale. L'Opéra de Rennes a par exemple mis en place des concerts du midi et des concerts *Happy hour*, ainsi que d'autres qui se déroulent sur le site principal de la technopole Rennes Atalante. Pour le vaste équipement culturel « d'intérêt communautaire », *Les Champs Libres*, qui ouvre en mars 2006, l'agglomération a procédé par concertation, avec l'appui de son conseil de développement<sup>11</sup>, pour mettre en place la grille horaire d'ouverture de l'établissement avec une réflexion sur les nocturnes, les plages réservées aux scolaires, le jour de fermeture hebdomadaire.

En effet, une vaste enquête sur les mobilités a fait apparaître une croissance exceptionnelle de 37 % des mobilités dans l'agglomération entre 2000 et 2003, encore plus nette le samedi (43 %) et le dimanche (multiplication par 3,5)<sup>12</sup>. Les résultats soulignent la déconnexion progressive des déplacements d'avec le travail, et les fortes inégalités entre les âges, les plus âgés se trouvant marginalisés, alors que les plus jeunes manifestent des dispositions beaucoup plus adaptées.

Les politiques culturelles du midi, les bus et les métros de nuit, les événements culturels et festifs nocturnes organisés par l'agglomération, drainent les populations mobiles et disponibles et profitent pleinement aux étudiants. Ces démarches sont cohérentes avec les préoccupations récentes des collectivités locales sur le temps dans la ville. Pour toutes les agglomérations de cette échelle, la présence étudiante est perçue comme un ferment important de renouveau urbain et d'attraction, non seulement du fait de la masse des étudiants présents en même temps dans l'espace urbain – la dimension synchronique – mais aussi du fait qu'ils y vivent pour une certaine durée et que cette diachronie va marquer leur évolution<sup>13</sup>. Même s'ils ne disposent pas de gros revenus<sup>14</sup>, ils seront des citoyens de l'agglomération, ils y travailleront, y consommeront, en seront les décideurs associatifs et politiques. Cela confirme combien leur effectif élevé contribue à modeler des temps spécifiques.

10. L'ouvrage de Jean-Paul Bailly *et alii*, *Repenser les temps*, est issu d'un premier cycle de conférences.

11. Conseil de développement économique et social du pays et de l'agglomération de Rennes.

12. Enquête AUDIAR/CERUR, 2003.

13. La rotation sur le marché locatif étudiant rennais est de plus en plus faible et la durée annuelle d'occupation très élevée : 11,8 mois en 2002 et 11,6 en 2003, « Le marché locatif rennais en 2003 », Audiar.

14. Toutefois, « les étudiants sont rarement pauvres, parce que les jeunes en réelle situation de pauvreté sont rarement étudiants », Gruel L., *OVE infos*, n°7, novembre 2003.

9. Entretien de François de Singly avec Pascal Kremer, *Le Monde*, 16 juin 2002.



Claude Tibie

### La scène urbaine du centre ville

La survalorisation du centre ville par les étudiants confronte la ville de Rennes à des contraintes importantes. Le phénomène n'est pas nouveau : le nord de la ville historique abrite dans un périmètre restreint de nombreux bars et une salle de spectacle réputée qui accueillent traditionnellement les libations étudiantes : la dénomination de la rue de Saint-Malo en « rue de la soif » appartient à une culture locale, qu'on peut aussi rapprocher de celle du Pub irlandais. Les jeunes rennais sont habitués à cet usage du centre ville, qui n'est pas sans attraction pour ceux qui arrivent d'autres régions ou de l'étranger.

Les étudiants font de cet espace urbain la scène privilégiée de leurs expériences politiques, artistiques, et bien sûr festives. La fête étudiante donne les pulsations qui font battre le cœur de la ville, par exemple en période de rentrée ou à la fin des sessions d'examens. Lors du temps fort hebdomadaire, « La vie récréative... des étudiants... (met) en évidence combien Rennes est effectivement une ville universitaire... Le jeudi soir, le centre nord de Rennes prend régulièrement l'allure d'un monôme bruyant destiné à illustrer par une symbolique forte la convivialité étudiante » (Guy C., 1994). La nuit constitue aussi un moment privilégié d'effervescence : la vie nocturne incarne la culture étudiante, d'une part par le choix délibéré de

l'inversion du rythme social diurne et d'autre part par l'occupation de l'espace public du centre ville.

Ces moments festifs constituent autant d'occasions de vivre leurs loisirs collectivement et hors du domicile, souvent exigü, au contraire des adultes qui apprécient plutôt de se recevoir les uns les autres, (Bozon M., 1990). En effet, si les étudiants regardent plus la télévision et lisent de moins en moins livres et revues<sup>15</sup>, leur spécificité en matière de sorties culturelles et d'activités sportives, associatives ou artistiques demeure. Il apparaît nettement que ces comportements sont plus marqués dans les grandes villes, là où l'offre culturelle est plus fournie, et qu'ils sont corrélés à l'âge, donc à l'avancée dans la poursuite des études, ainsi qu'à la nature de la formation suivie, les étudiants de Lettres et d'Arts manifestant un plus grand intérêt pour ce type de loisirs. Ces activités permettent de montrer que les étudiants structurent le temps culturel : de nombreuses associations étudiantes sont présentes sur le terrain urbain alors qu'elles sont nées sur le campus de Villejean de l'Université Rennes 2 Haute-Bretagne qui joue un peu le rôle d'une pépinière, en matière musicale (Transmusicales), cinématographique (festival Travelling) ou théâtrale (festival Mythos). Même si l'implication des étudiants des discipli-

15. OVE infos n° 7, novembre 2003.

nes concernées est plus apparente, une activité culturelle comme l'animation de la radio étudiante rennais « Radio Campus Rennes », qui connaît une forte audience locale, va chercher ses bénévoles dans tous les établissements rennais.

Par le biais de leurs comportements, les étudiants donnent donc sa couleur dominante à la jeunesse de l'agglomération, tout particulièrement en centre ville. La nouveauté tient aussi, il convient d'y insister, à la dimension démographique du phénomène du jeudi soir : les étudiants ont toujours fréquenté la « rue de la soif », mais ils sont beaucoup plus nombreux qu'il y a vingt ou trente ans, et la mobilité a accru l'attraction des fêtes rennaises : les jeunes y viennent de loin, et pas seulement lors des soirées festives des Transmusicales, ce qui conduit à accroître encore leur nombre, alors que le territoire fréquenté, lui, ne s'étend pas ! La multiplicité des temps sociaux se transforme instantanément en une confrontation qui n'a pu rester ignorée des édiles locaux, d'autant plus que le thème de la sécurité a structuré les campagnes électorales de 2001 (municipales) et 2002 (présidentielles).

### Un territoire pour tous, même la nuit

Le temps libre dont disposent les étudiants leur apparaît à la fois précieux et angoissant<sup>16</sup>. Juste après le rythme intensif du temps lycéen, très encadré par l'établissement et par la famille et dont l'horizon est clairement borné par le bac, la perception du temps étudiant présente une forte rupture. Au contraire du temps collectif du lycée, le temps à l'université devient fortement individualisé, d'autant plus qu'il se corréle à la découverte de la solitude pour les étudiants qui quittent leur famille. Il est plein d'incertitudes qui obscurcissent le futur : quel sera le terme de la formation ? Quelles orientations donner à son parcours, à quel(s) moment(s) ? Il suscite une réelle anxiété, renforcée par des événements inattendus et perturbateurs comme les grèves étudiantes, qui génèrent, hormis dans le groupe le plus actif pour lequel se produit le phénomène inverse, un sentiment de temps « suspendu », voire de temps « perdu ». L'année universitaire, fruit d'arbitrages multiples, demeure très morcelée, avec des scissions – le semestre, les examens de janvier et de septembre – difficiles à maîtriser d'emblée, et qui imposent des échéances souvent mal anticipées, comme en témoigne la faible participation à la session d'examens de septembre. Au regard de cette indétermination, le rythme universitaire n'offre pas une

régularité suffisante pour ponctuer le temps. Le rythme quotidien s'étale sur une amplitude très large, avec des pauses qui peuvent être très longues. Quant à la semaine, pour de nombreux étudiants, elle ne se déroule pas exclusivement à Rennes. C'est dans leur territoire d'origine qu'ils continuent à vivre le temps familial et le temps des loisirs. Cette séparation engendre une forte contradiction entre une demande d'emploi du temps resserré sur trois jours et la vacuité qui résulte de journées sans enseignement et sans structuration temporelle.

C'est pourquoi l'activité ludique persiste à s'articuler autour de la fête du jeudi soir, qui vient clore le calendrier des trois jours les plus remplis. Cette échéance structure un temps collectif et constitue un rite d'appartenance à la communauté étudiante, que les affrontements avec les forces de l'ordre sont venus renforcer. Certaines occasions ont donné au rite l'occasion d'acquiescer de nouveaux rythmes : la première nuit de violences inaugure l'année universitaire ; une autre clôture en décembre la fin du festival rock des Transmusicales, qui a donné lieu à des interventions policières plus importantes en décembre 2004 et 2005.

Par ailleurs, la ville de Rennes se caractérise par une qualité de vie qui s'applique aussi à son centre historique. La mise en valeur architecturale et patrimoniale y est importante, et une politique active et continue de la municipalité y a maintenu de nombreuses fonctions. À l'intérieur du périmètre concerné par les fêtes, entre la rue Saint-Michel, la place Sainte-Anne et la place des Lices, le dynamisme commercial est soutenu par des marchés alimentaires et thématiques (brocanteurs et bouquinistes), des activités de loisirs (salle de spectacle, halle multifonctions, jeux d'enfants), et par des terrasses de bars et de restaurants qui occupent l'espace de plus en plus longtemps dans l'année. De plus, l'accès au centre s'avère aisé, grâce au VAL et à plusieurs parkings, et du fait de sa dimension limitée. Il apparaît donc particulièrement vivant et fréquenté, et reste recherché en termes d'habitat. En dehors des logements pour étudiants, le niveau des prix sélectionne des habitants plutôt aisés. Entre 1990 et 1999, la population y a augmenté de 18,7 %. Elle a aussi rajeuni, avec l'arrivée de jeunes adultes, les 20-39 ans connaissant une croissance de 29,8 %<sup>17</sup>. Le centre ville constitue donc un territoire à l'enjeu fort, en particulier lorsque le jeudi soir est investi sur un mode voyant et bruyant par les jeunes, vite dérangeant pour les autres habitants.

Depuis 2003, les jeudis soirs rennais ont progressivement constitué un point d'achoppement entre riverains et étudiants. De plus, la participation de quelques jeunes SDF aux débordements festifs a accentué l'image de désordre urbain et contribué à construire la menace d'une nouvelle caté-

16. Le service interuniversitaire de médecine préventive et de promotion de la santé (Simpps) a proposé aux étudiants de 1<sup>ère</sup> année attendant leur examen médical un questionnaire sur leur approche du temps (2002-2003).

17. Au RGP 1999, les IRIS Cathédrale, Saint-Louis et Vieux Saint-Étienne abritaient 6642 personnes, pour 5597 en 1990. Par classe d'âge, les diminutions touchent les plus de 60 ans ainsi que les 11-17 ans.

gorie dangereuse, celle des jeunes. Plusieurs décisions du conseil municipal, soumis à la pression des habitants concernés et à une campagne locale, ont conduit à ramener l'horaire de fermeture des bars plus tôt dans la nuit, ce qui a eu comme effet pervers une occupation de l'espace public par les jeunes dès une heure du matin, les établissements accueillant au-delà étant rares et d'un coût trop élevé pour les jeunes. Une seconde étape a vu interdire la vente d'alcool dans le périmètre concerné, et une troisième la détention d'alcool ! Les réponses les plus fermes sont venues de l'État, qui a demandé de plus en plus souvent à la police nationale d'intervenir pour dégager l'espace public, mettant peu à peu en place l'habitude d'une confrontation hebdomadaire entre jeunes et policiers, qui connaît ses escarmouches et ses grandes batailles<sup>18</sup>.

### Le droit à la fête

Au début de l'année 2005, après une nouvelle intervention au canon à eau des forces de l'ordre pour chasser les jeunes à la fin du festival des Transmusicales, les élus rennais ont proposé une série d'actions dans l'objectif de permettre à la dimension festive nocturne de continuer à vivre en centre ville. La problématique développée se fonde sur l'objectif, martelé par le maire, de continuer à « Vivre en intelligence », slogan de l'agglomération rennaise depuis plus de dix ans. Edmond Hervé a mobilisé les élus et le tissu associatif et culturel, important à Rennes, autour d'un projet qui maintienne le centre comme un lieu attractif pour toutes les générations : le renforcement des animations commerciales, la mise en place d'un manège, des aménagements de sécurité et de propreté, ont pour but de maintenir la diversité de la population fréquentant le centre et d'éviter la mise à l'écart de certains en fonction de leur catégorie d'âge (personnes âgées, enfants, etc.).

Pour lutter contre la stigmatisation montante des jeunes, la mairie, qui récuse une conception uniquement sécuritaire du rapport à la jeunesse, s'est efforcée de mettre en place les conditions de la fête. Elle s'est appuyée pour cela sur les initiatives nocturnes de certaines municipalités, comme celle de la « nuit blanche » parisienne, et particulièrement sur l'exemple des soirées « Dazibao » de quelques villes espagnoles (Gijon). Le point fort de ce projet est d'aider les jeunes à organiser eux-mêmes les jeudis soirs, en mettant à leur disposition jusqu'à deux heures du matin des lieux adaptés, parfois très vastes (le Liberté, la halle Martenot), parfois plus réduits lorsque l'initiative se déroule dans divers quartiers (huit équipements de quartiers organisent une fois par mois une « nuit des découvertes »), parfois encore spécialisés pour la « nuit du sport ». La gratuité est un principe d'accès à ces salles, où, en contrepartie, l'alcool n'est pas autorisé. Quelques specta-

cles payants sont également proposés par des salles de café-concert.

Ces soirées se développent depuis le 3 mars 2005, avec un succès certain puisqu'elles accueillent de nombreux jeunes (jusqu'à 2000) et permettent à beaucoup de montrer leurs talents, sans remettre en cause l'échéance hebdomadaire de la fête collective. Certes, l'occupation de l'espace public par les plus alcoolisés n'a pas disparu, mais leur minorisation est sensible. Des heurts ont encore lieu mais ils correspondent à ce nouveau calendrier, c'est-à-dire à l'absence de soirée Dazibao ou à l'interdiction d'une rave par l'État en décembre 2005.

Enfin, l'approche du temps de la nuit n'est pas absente de cette réflexion. En effet, toutes ces initiatives viennent à point réoccuper l'espace public nocturne et contribuer à sa sécurité. Il faut insister sur le fait que la question de l'insécurité nocturne est vécue très différemment lorsque les étudiants sont présents et sortent. Alors que la nuit exacerbe les peurs, la fréquentation de l'espace public et son ouverture à tous par le biais des transports collectifs contribuent fortement à neutraliser l'angoisse de la solitude nocturne, ce qui est valable à l'échelle du centre-ville comme à celle du quartier de Villejean, zone urbaine sensible dans laquelle vivent de nombreux étudiants<sup>19</sup>.

### Un problème d'échelle régionale

La ponctualité hebdomadaire du rituel de confrontation montre que s'exprime, à travers la jeunesse étudiante rennaise, une forme localisée de pathologie sociale. Un territoire a les classes dangereuses qu'il désigne : en région parisienne, lyonnaise, ou strasbourgeoise, ce sont les jeunes garçons pauvres et d'origine étrangère, et la confrontation violente se déroule dans les banlieues. Dans les régions de l'ouest, ce sont les jeunes scolaires enivrés qui incarnent la déviance et mettent en péril la tranquillité du centre ville. Cette jeunesse bretonne, quoique plus instruite qu'ailleurs, est cependant très touchée par le chômage et la précarité, ainsi que par des problèmes de santé (alcool) et des difficultés d'accès au logement. Son isolement dans la ville reste très grand, car ses attaches avec les autres générations demeurent au pays, dans toutes les localités de la région d'où elle converge pour venir étudier et où elle retourne en fin de semaine après la fête. Cette fête célèbre chaque semaine la violence du passage entre deux mondes, dont le second, celui des petites villes et des bourgs, reste ignoré dans la recherche de solutions.

18. Potet F., « La préfète et la rue de la soif », *Le Monde*, 17 janvier 2006.

19. Au RGP 1999, l'IRIS de Villejean-Pontchaillou-Beauregard logeait 5 806 étudiants, 1 718 de plus qu'en 1990, sur un total de 17 842 (tableau de bord social, APRAS).

---

**Références bibliographiques**

Agence d'urbanisme et de développement intercommunal de l'agglomération rennaise (Audiard) ; Centre d'études rurales et urbaines (Cerur), (2003), *La mobilité du temps libre, le cas de l'agglomération rennaise*.

Bailly J.-P., Jacquard A., Méda D., Viard J., (2004), *Repenser les temps*, L'Aube.

Bozon M., (1990), « Les loisirs forment la jeunesse », *Données sociales*, Insee.

Cario A., Lemesle J. (rapporteurs), (2003), *Les jeunes de 16 à 25 ans : une chance pour la Bretagne*, Conseil économique et social régional de Bretagne.

Chevrier S., Juguet S., (2003), *Arrêt demandé, réflexion anthropologique sur la pratique des temps et des espaces d'attente du bus*, Enigmatek.

Galland O., Oberti M., (1996), *Les étudiants*, Repères, La Découverte.

Gurvitch G., (1953), « La multiplicité des temps sociaux », *La vocation actuelle de la sociologie*, PUF, pp. 326-430.

Guy C., (1994), « Rennes, ville universitaire », in Séchet R. (dir), *Université, droit de cité*, PUR, pp. 15-30.

Hervé E., (juin 2001), *Le temps des villes*, rapport au Ministre délégué à la ville et à la secrétaire d'État aux droits des femmes et à l'égalité professionnelle.

Observatoire de la vie étudiante, *OVE infos* n° 7, (novembre 2003), « Loisirs et pratiques culturelles des étudiants ».

Paquot T. (dir), (2001), *Le quotidien urbain, essai sur le temps des villes*, La découverte.

Pierre C., (1998), « Les transformations des conditions de travail et de vie des étudiants », in *Développement universitaire et développement territorial, l'impact du plan U 2000*, Datar, La Documentation française, pp. 198-204

Séchet R. (dir), (1994), *Université, droit de cité*, PUR.

---

**Biographie**

CATHERINE GUY est diplômée de l'IEP de Paris, agrégée de sciences sociales et maîtresse de conférences d'Aménagement de l'espace, Urbanisme à l'Université Rennes 2 Haute-Bretagne. Elle est membre du RESO (UMR CNRS 6590) et coauteur, avec Laurent Givord, de l'ouvrage *Rennes, le pari d'une agglomération multipolaire*, éditions de L'Aube, 2004. cath.guy@wanadoo.fr